

PRÉFET DE LA DROME

Direction départementale de la Protection
des Populations
Service protection de l'environnement

Valence, le 15 AVR. 2016

Affaire suivie par : Valérie DELVAL
et DREAL : Pascal BRIE
Tél. : 04-26-52-22-09
Fax : 04-26-52-21-62
Courriel : valerie.delval@drome.gouv.fr

ARRETE n° 2016110-0067

**Portant abrogation de l'arrêté n° 2015014-0005 du 14 janvier 2015
sur la mise en œuvre des garanties financières pour la mise en sécurité des installations de la
Société VAL'AURA à MONTELIMAR**

LE PREFET de la DROME
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement ;

VU l'article R. 516-1 du code de l'environnement modifié par le décret 2015-1250 du 07 octobre 2015 – art.1 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2015014-0005 du 14 janvier 2015 imposant la mise en œuvre des garanties financières visant à la mise en sécurité des installations de la société VAL'AURA à Montélimar (26200) ;

VU le courrier de la société VAL'AURA du 22 février 2016 sollicitant l'abrogation de leur arrêté préfectoral n° 2015014-0005 du 14 janvier 2015 imposant la mise en œuvre des garanties financières pour les installations de leur site de Montélimar ;

VU le rapport de l'inspection de l'Environnement à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Auvergne-Rhône-Alpes du 30 mars 2016 ;

CONSIDERANT que le montant des garanties financières du centre de Montélimar, fixé par l'arrêté susvisé s'élève à 83 237 euros TTC ;

CONSIDERANT que le montant des garanties financières est dorénavant inférieur au seuil exigible par l'article R.516-1 du code de l'environnement modifié par le décret 2015-1250 du 07 octobre 2015 (100 000 euros) ;

CONSIDERANT que l'obligation de constitution de garanties financières n'est plus applicable à ce centre ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1: Abrogation

L'arrêté préfectoral n° 2015014-0005 du 14 janvier 2015 est abrogé.

ARTICLE 2 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Grenoble :

- pour l'exploitant, le délai de recours est de deux mois. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision lui a été notifiée ;
- pour les tiers, le délai de recours est de un an à compter de la publication ou de l'affichage du dit acte.

ARTICLE 3 : Publication

Une copie du présent arrêté sera affichée à la mairie de Montélimar pendant une durée minimale d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de la consulter sur place ou à la Direction Départementale de la Protection des Populations. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité d'affichage sera dressé par les soins du maire.

Le présent arrêté peut être consulté sur le site internet de la préfecture de la Drôme.

ARTICLE 4 : Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme, Monsieur le Maire de Montélimar, Madame la Directrice de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- M. le Maire de Montélimar
- Mme la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Auvergne- Rhône-Alpes ;
- Monsieur le Directeur de la Société VAL'AURA

Fait à Valence, le 15 AVR. 2016
Le Préfet

Pour le Préfet, par délégation
Le Secrétaire Général

Frédéric LOISEAU